

<https://divergences.be/spip.php?article4370>



I En Chine

- Aujourd'hui - 2025 - décembre 2025 -

Date de mise en ligne : dimanche 30 novembre 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Source [ChinaLaborWatch](https://www.chinalaborwatch.org/) October 30, 2025



Sommaire

- [Déclaration de China Labor Watch](#)
- [Les journaliers chinois luttent pour leur survie](#)
- [L'expansion de l'économie de l'externalisation en Chine](#)
- [Les décès dus aux coups de chaleur](#)
- [Route de la soie et énergie verte](#)
- [Une entreprise de nickel de Morowali risque des sanctions](#)

Déclaration de China Labor Watch

lors du Dialogue constructif des Nations Unies sur la traite des personnes, le 8 octobre 2025

Lors du Dialogue constructif des Nations Unies sur la traite des personnes, qui s'est tenu le 8 octobre 2025, China Labor Watch (CLW) a fait une déclaration dénonçant la traite des travailleurs et le travail forcé généralisés dans les chaînes d'approvisionnement internationales en minéraux critiques et les projets de construction. L'organisation a signalé que les travailleurs migrants sont régulièrement trompés par des recruteurs frauduleux, soumis à des frais illégaux et contraints de signer de faux contrats. À leur arrivée, beaucoup se voient confisquer leur passeport, sont soumis à des restrictions de mouvement et doivent supporter des heures de travail excessives, des retenues sur salaire et des conditions de travail dangereuses.

CLW a souligné que le statut juridique des travailleurs dépend souvent entièrement des employeurs, ce qui les prive de tout mécanisme de plainte ou de recours. La complexité des réseaux de sous-traitance et la faiblesse des contrôles contribuent à masquer davantage ces abus. Dans un cas documenté, un travailleur a été contraint de travailler 11 heures par jour pendant 173 jours consécutifs sans repos, une situation emblématique de la nature systémique de la traite des êtres humains dans plus d'une douzaine de pays liés aux secteurs mondiaux de l'exploitation minière et des infrastructures.

Qualifiant le problème de « systémique et transnational », CLW a exhorté les Nations unies, les gouvernements et

les entreprises multinationales à financer et à mener conjointement des enquêtes indépendantes sur les opérations minières et de construction mondiales. L'organisation a appelé à un renforcement des mesures de collecte de preuves et de responsabilisation afin de garantir une concurrence loyale et d'éliminer le travail forcé, soulignant que les marchés mondiaux ne doivent pas être fondés sur l'exploitation et la traite des êtres humains.

Les journaliers chinois luttent pour leur survie

: la vie dans une auberge à 8 yuans la nuit à Chongqing, en Chine

Dans le district de Shapingba à Chongqing, une auberge délabrée qui ne coûte que 8 yuans (environ 1,13 dollar américain) la nuit est devenue le foyer de centaines de travailleurs temporaires. Le bâtiment de trois étages est exigu, humide et surpeuplé, offrant un maigre refuge aux hommes et aux femmes qui passent d'un emploi temporaire à un autre. Chaque matin avant l'aube, ils se précipitent vers les marchés du travail voisins pour se disputer les rares emplois journaliers, où des centaines de personnes se rassemblent et où les postes disponibles sont souvent pourvus en quelques minutes.

La plupart des résidents sont des travailleurs d'âge moyen qui ont perdu leur emploi stable. Un cuisinier de 47 ans a décrit comment les salaires ont baissé et comment les limites d'âge excluent désormais les candidats plus âgés, obligeant beaucoup d'entre eux à accepter des salaires plus bas ou à rester sans travail. « On travaille quand il y a du travail, on se repose quand il n'y en a pas », a déclaré un locataire, résumant ainsi une vie marquée par l'incertitude. Sous la prospérité urbaine du pays, des millions de travailleurs précaires survivent dans des conditions fragiles et mal rémunérées qui mettent en évidence le fossé croissant entre la croissance économique et la sécurité sociale.

Source : Sohu news.

L'expansion de l'économie de l'externalisation en Chine

redéfinit le marché de l'emploi des diplômés

Les jeunes diplômés ont constaté que de nombreux postes dans les « grandes entreprises technologiques » proposés sur les plateformes de recrutement sont en fait des emplois externalisés, c'est-à-dire des postes au sein de grandes entreprises mais pourvus par l'intermédiaire d'agences d'intérim. Cette tendance, motivée par la nécessité pour les entreprises de réduire leurs coûts, d'accroître leur flexibilité et de limiter les risques juridiques, est de plus en plus courante sur le marché du travail chinois.

Pour les travailleurs, en particulier les jeunes diplômés, l'essor de l'externalisation ou de l'« emploi flexible » se traduit souvent par une baisse des salaires, une diminution des avantages sociaux, des opportunités de carrière limitées et un sentiment d'appartenance à l'entreprise moins fort. Le fossé entre les employés internes et les employés externalisés risque d'aggraver les inégalités sur le marché du travail, créant ce que les experts décrivent comme des cercles d'opportunités « internes » et « externes ».

Selon l'Institut chinois de recherche industrielle, le marché chinois de l'emploi flexible est passé de 308,1 milliards de yuans en 2017 à 1 730 milliards de yuans en 2024, avec un taux de croissance annuel moyen de 26,6 %. La main-d'œuvre rajeunit et est de plus en plus qualifiée. Les autorités ont commencé à agir : le ministère chinois des Ressources humaines et de la Sécurité sociale a publié des directives clarifiant les nouvelles catégories d'emploi et appelant à une amélioration des protections. Les experts recommandent de combler les lacunes juridiques, de renforcer la responsabilité des entreprises et d'aider les travailleurs à planifier leur carrière à long terme afin de garantir que l'emploi flexible puisse évoluer vers un modèle de travail durable et équitable.

Les décès dus aux coups de chaleur

révèlent le coût humain de l'aggravation des étés en Chine

En juillet, un paysagiste de 60 ans s'est effondré et est décédé d'un coup de chaleur lors d'une vague de chaleur record dans la province chinoise du Liaoning. Juillet 2025 a été le mois de juillet le plus chaud jamais enregistré dans la région, avec une température moyenne de 26 Â°C, soit 1,6 Â°C de plus que la normale. Son décès n'est que l'un parmi tant d'autres en Chine, comme en témoignent les vidéos virales diffusées sur les réseaux sociaux montrant des travailleurs et des citoyens s'effondrant sous l'effet de la chaleur extrême.

Les coups de chaleur touchent de manière disproportionnée les travailleurs à faibles revenus â€” paysagistes, ouvriers du bâtiment, agents d'entretien et livreurs â€” qui doivent continuer à travailler à l'extérieur sans ombre ni protection. Beaucoup sont âgés, mal payés et ne bénéficient ni d'une assurance sociale ni d'un contrat de travail officiel. Malgré les règles officielles imposant une réduction du temps de travail lorsque la température dépasse 35 Â°C (95 Â°F), ces protections s'appliquent rarement aux travailleurs informels ou aux travailleurs à la tâche. Le journaliste observe que le fossé entre la réglementation et la réalité reflète à la fois la négligence des institutions et la connaissance limitée que les travailleurs ont de leurs droits.

Les réformes récentes offrent une lueur d'espoir. Une nouvelle réglementation en matière de sécurité sociale, qui entrera en vigueur le 1er septembre 2025, abolit la règle de la « relation non salariée » pour les travailleurs âgés et oblige les employeurs à fournir une assurance complète contre les accidents du travail. Néanmoins, selon Lin, les coups de chaleur restent le reflet de deux crises : la menace croissante du changement climatique et l'insuffisance du système chinois de protection des travailleurs.

Route de la soie et énergie verte

L'engagement de la Chine dans le cadre de l'initiative « Belt and Road » atteint un niveau record en 2025

Engagement de la Chine dans le cadre de l'initiative « Belt and Road » Selon le Centre pour la finance verte et le développement de l'université Fudan, l'initiative phare de la Chine « Belt and Road » (BRI) a enregistré son engagement semestriel le plus élevé jamais atteint au cours du premier semestre 2025, avec un total de 123 milliards de dollars américains de contrats, dont 66 milliards de dollars américains de contrats de construction et 57 milliards de dollars américains d'investissements.

Les projets énergétiques ont dominé cette hausse, représentant 42 milliards de dollars américains, soit la plus importante dépense énergétique depuis le lancement de la BRI en 2013. Les projets pétroliers et gaziers ont représenté environ 30 milliards de dollars américains de ce montant, tandis que les secteurs des énergies vertes,

tels que l'énergie solaire et éolienne, ont atteint un niveau record de 9,7 milliards de dollars américains, reflétant l'expansion croissante des technologies propres chinoises à l'étranger dans un contexte de concurrence nationale.

Sur le plan géographique, l'Afrique, l'Asie centrale et le Moyen-Orient ont absorbé plus des deux tiers du total, grâce à des mégaprojets tels que le parc industriel gazier d'Ogidigben au Nigeria, d'une valeur de 20 milliards de dollars américains. En revanche, la part de l'Amérique latine était négligeable (seulement 1,14 % de la construction et 0,4 % des investissements), marquant un net recul alors que les banques politiques chinoises réduisaient leurs prêts importants. Selon les analystes, ces données révèlent un réalignement stratégique : Pékin privilégie les régions présentant un potentiel en matière d'efficacité et d'énergie entre États, tandis que l'engagement de l'Amérique latine s'oriente vers le commerce et les entreprises de technologies vertes en dehors des canaux officiels de la BRI.

Une entreprise de nickel de Morowali risque des sanctions

pour avoir embauché des travailleurs étrangers sans permis en règle

Le ministère indonésien de la Main-d'œuvre (Kemnaker) a découvert de graves violations de la réglementation relative à la main-d'œuvre étrangère lors d'une inspection menée les 4 et 5 septembre 2025. Au sein de PT Wanxiang Nickel Indonesia (PT WNI), une entreprise spécialisée dans le nickel située à Bahomotefe, Morowali, dans le centre de Sulawesi, l'inspection a révélé que 37 travailleurs chinois étaient employés uniquement sur la base d'un permis de séjour spécial (ITK), sans le plan d'utilisation de main-d'œuvre étrangère (RPTKA) requis par la loi. Six autres travaillaient avec un visa expiré et un autre n'était pas en mesure de fournir aucun document relatif à son visa.

L'inspection a également révélé une utilisation abusive des désignations de poste : un travailleur étranger était affecté aux ressources humaines et trois autres à la cuisine, des fonctions non autorisées dans leur RPTKA. En outre, l'entreprise n'avait pas déclaré au moins cinq employés aux programmes d'assurance nationale obligatoires (BPJS Ketenagakerjaan et BPJS Kesehatan) et sous-payait 65 travailleurs étrangers, ne leur versant que le salaire minimum local de 3 957 673 roupies par mois (environ 240 dollars américains) au lieu du minimum mensuel de 1 000 dollars américains prévu par la réglementation. Les autorités ont souligné que le strict respect du droit du travail est essentiel pour maintenir un climat d'investissement équitable et durable dans l'industrie du nickel en pleine croissance en Indonésie.